

Assemblée Nationale
Séance des questions d'actualité du 15 novembre 2011

Question de Monsieur Christian Bataille, député du Nord
à Monsieur Eric Besson, ministre de Industrie

Industrie automobile et emplois

Monsieur le ministre de l'Industrie, de l'énergie et de l'économie numérique,

Si les industriels de ce pays cessent de croire à notre industrie nationale, nous nous préparons des jours très sombres. Votre gouvernement a fait grand tapage sur la mesure coûteuse de la prime à la casse. De surcroît, plus de 6 milliards d'euros avaient été accordés à l'automobile contre des engagements sur l'emploi qui n'ont pas été tenus.

Aujourd'hui, ces industries licencient massivement dans les usines françaises et dans le même temps, embauchent au Brésil ou en Inde pour construire les mêmes automobiles que nous réimporterons ensuite. Depuis plusieurs semaines, l'angoisse règne sur le site de SEVELNORD à Hordain, très près de chez moi : à cause en particulier du désengagement de Peugeot et de l'équipementier Faurecia qui a déjà entraîné des milliers de suppressions d'emplois. Cette vague va s'amplifier et peut-être conduire au démantèlement alors que PSA réinvestit massivement à l'étranger.

Il en va de même sur d'autres sites français de Peugeot à Aulnay et Poissy où des milliers de suppressions d'emplois sont annoncées. Et catastrophe, la recherche et développement, l'avenir de notre automobile, est frappée avec 5000 suppressions annoncées.

L'Allemagne, que vous érigez en nouveau modèle, a su conserver son automobile qui continue de tirer l'industrie allemande et est créatrice d'emplois : plus 10%, plusieurs dizaines de milliers d'emplois prévus en 2012 chez Volkswagen.

Pourquoi votre gouvernement n'en fait-il pas autant ? Pourquoi échouez-vous là où l'Allemagne réussit très bien ? Allez-vous exiger de monsieur Varin, Président de Peugeot, le maintien des effectifs qu'il vous avait garanti le 9 juin 2011 ?

Réponse de M. Eric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

Vous avez raison, monsieur le député, nos constructeurs sont touchés par la baisse de la demande automobile européenne et par la guerre des prix qui sévit notamment sur l'entrée de gamme et la moyenne gamme. Pourtant, le marché français résiste mieux que la moyenne européenne grâce notamment aux mesures de soutien prises par le Gouvernement, dont le bonus-malus. Dans ce contexte, PSA a, fin octobre, présenté à son comité européen un plan d'économies qu'il a confirmé ce matin à son comité central. Par rapport à fin octobre, il n'y a ni surprise ni nouveauté dans les mesures présentées par PSA. Pour autant, nous voulons limiter au maximum l'impact du plan. Comme vous le savez, j'ai demandé au président de PSA de mettre en place un accompagnement renforcé pour les intérimaires, comme cela se fait sur un certain nombre de bassins. Avec le médiateur inter entreprises industrielles de la sous-traitance, M. Jean-Claude Volot, nous veillons à ce que les sous-traitants ne soient pas fragilisés pour le moment où la reprise reviendra. *(Exclamations sur les bancs du groupe GDR.)*

Dans le même temps, monsieur le député, faisons attention à ne pas nourrir des inquiétudes infondées. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)* D'abord, il n'y a pas de fermetures de sites : PSA a explicitement redit ce matin que Sevelnord ou Aulnay ne fermeraient pas. Il n'y a pas non plus de plan social. PSA ne prévoit aucun licenciement ni aucun plan de départ volontaire. Attention à ce que vous dites sur la présence industrielle de PSA. Le groupe réalise toujours chez nous 40 % de sa production mondiale et produit en France deux fois plus de voitures qu'il n'en vend. La semaine prochaine, avec Xavier Bertrand, nous réunirons le comité de filière automobile. Nous sommes très attachés à cette filière. Nous y consacrerons 750 millions d'euros au titre des investissements d'avenir, *via* le FMEA et le bonus écologique.

Je ne vous dis pas que tout va bien, monsieur Muzeau. Je dis simplement que nous sommes dans l'action, comme en 2008, pour défendre la filière automobile française.